

La descente aux enfers ne fait que commencer



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Dans les domaines de l'éducation et la formation, la recherche scientifique, l'innovation technologique et la connaissance, le monde arabe affiche un retard à donner le vertige. Il doit créer 80 millions de nouveaux emplois au cours des 15 prochaines années simplement pour suivre la croissance de la population (*).

Or, cet objectif ne semble pas réalisable hors de la construction d'une société du savoir ou de la connaissance.

Les batailles de demain se gagnent dans le système éducatif d'aujourd'hui. Et ce qui fait obstacle à l'émergence d'une économie et d'une société du savoir a été magistralement bien traité ce samedi par notre ami Nadji Safir (**) au cours d'un petit déjeuner organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise. Il place au cœur de la problématique une formule idoine « créativité/rationalité/universalité ».

Qu'est-il advenu de chacune de ces trois logiques chez nous ?

Si la construction de la rationalité incombe à l'école et ne se mesure pas au nombre d'heures de mathématiques enseignées, force est d'établir qu'elle est brimée dès l'enfance, partant d'une lecture réductrice et restrictive du patrimoine arabo-musulman et du postulat que tout a été déjà dit et écrit avant.

M. Safir a raison de proposer une relecture de Max Weber pour saisir la trame dans laquelle s'élabore le type de rationalité propre à nos systèmes et qui renvoie principalement soit à « l'affek-tuel » (action dictée par l'émotion et/ou la sensibilité) soit au « traditionnel » (action dictée par la tradition).

L'universalité, quant à elle, est enfermée dans la coquille de la prétention et de

la suffisance, occultant les débats programmatiques autour des objectifs et des moyens.

En 2005, la Banque mondiale publiait un rapport intitulé « D'où vient la richesse des nations ? »*** qui fait référence à un nouveau modèle de croissance, conçue comme une gestion de portefeuille d'actifs très diversifiés. Elle recense et quantifie les actifs traditionnels qui apparaissent dans les comptes nationaux (équipements, machines, patrimoine résidentiel) et les actifs relevant de la plus récente comptabilité environnementale (actifs du sous-sol, terres agricoles, ressources forestières), mais aussi le patrimoine, le patrimoine institutionnel et le patrimoine social et culturel.

Le patrimoine institutionnel fait apparaître l'apport à la croissance d'une bonne gouvernance politique et financière.

Le patrimoine social mesure l'aptitude des citoyens à travailler ensemble et leur degré de confiance dans la société.

Le patrimoine culturel, que la Banque mondiale ne pouvait pas ne pas négliger, fait la part belle aux attitudes ou mentalités. Depuis Max Weber, on sait bien, par exemple, ce que le protestantisme calviniste a apporté au développement du capitalisme.

Que faire alors ?

« L'expérience des pays arabes, tous confrontés à l'heure actuelle, à un titre ou à un autre, mais chacun en fonction de ses caractéristiques propres, à l'action politique de l'islamisme radical, prouve que, souvent, c'est à partir de dérives initiées au sein même du système d'éducation et de formation que s'est, progressivement, affirmée, puis renforcée, l'influence de thèses extré-

mistes dont ni les fondements, ni les objectifs, ni les perspectives ne sont adaptés aux exigences d'une insertion positive du monde arabe dans les processus de mondialisation. Dès lors, il est clair que cette insertion « passe nécessairement par des politiques de réforme en profondeur visant, en priorité, à faire des systèmes d'éducation et de formation des institutions procédant d'une vision globale et à long terme centrée sur les seules normes et valeurs possibles : celles requises par les exigences combinées des processus économiques mondiaux et de l'ouverture sans complexe sur toutes les richesses du patrimoine universel, y compris dans tout ce qui se rapporte à la production des idées et valeurs ».

Or, c'est dans la paix que se développent les cités et le commerce, dit le vieil adage romain.

Au-delà de tout pacte faustien consistant à troquer la liberté des citoyens contre un hypothétique développement, la paix civile n'est durable qu'associée aux libertés et à la séparation du temporal et du religieux. C'est le socle nourricier du savoir et de la connaissance.

Si, comme le rappelait Nadji Safir récemment, « tous les systèmes de valeurs sont éminemment respectables » et que des pays musulmans, comme la Malaisie, l'Indonésie ou la Turquie, se classent en milieu de tableau de la compétitivité mondiale, cela dément toute connotation culturelle ou religieuse à la régression. Il en est de même chez nous : ce qui peut paraître subversif aujourd'hui, au regard de la déliquescence conceptuelle et institutionnelle, est inscrit noir sur blanc dans le premier texte fondateur de l'Etat algé-

rien, la plate-forme de la Soummam du 20 août 1956. Elle revendiquait : « une (la Révolution algérienne) marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme. C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un Etat algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues ».

Le véritable bras de fer se joue aujourd'hui entre une société qui veut rester jeune, vivace et créatrice et un système vieillissant d'un failli qui s'entête à gérer sa faillite.

Rendue célèbre par le FML, et notamment par les déclarations de sa directrice adjointe Anne Krueger, l'expression « Etats en faillite » (Failed States) s'applique ici à merveille. Selon le politologue William Zartman, l'effondrement d'un Etat se définit par l'incapacité des dirigeants de ce dernier, généralement minés par la corruption et le patrimonialisme, à assurer un minimum de régulation politique, à fonder un pacte social et à conquérir une légitimité minimale (**).

Gare alors aux dérapages, aux risques d'enlèvement dans la violence et à sa contagion, parce que la faillite étatique s'accompagnerait à terme d'une capillarisation de la violence, autrement dit d'un phénomène de contagion régionale qui s'effectuerait aux dépens des Etats, incapables de contrôler leurs frontières. Les régions atteintes sont frappées de guerres anarchiques et contagieuses, menées par des factions armées vendant indifféremment leurs « services » dans les divers pays. Ces acteurs non-étatiques, porteurs d'une violence privatisée, seraient les mercenaires modernes, consé-

quence parmi d'autres de la déliquescence avancée de régimes incapables d'assurer une autorité minimale.

De sous la chape de plomb brejnévienne qui étouffe la formation économique et sociale algérienne (avec son lot d'arbitraire, de morts et d'attentats-suicides, de misère, de chômage, de boat-people, etc.) échappent des lueurs d'espoir. Comme si incapables d'imposer ou de fissurer la chape de l'intérieur, elles la contournent, l'encerclent. Vont-elles s'épanouir plus loin ou, au contraire, faire de l'acier en décomposition leur terreau ? Nous ne prétendons à nous aventurer sur de telles prophéties, mais l'espoir est permis.

Ainsi en est-il du mouvement des lycéens, des enseignants et de citoyens résolus à faire valoir, ici et maintenant, leurs droits au-delà de toutes considérations politiques et de toutes échéances électorales. L'espoir n'est-il pas dans ces protestataires, essentiellement des femmes de la petite bourgade de Aïdem, qui, par dizaines, ont assailli le siège de l'APC de Kheiri Oued Adjoul, dans la wilaya de Jijel, avant de procéder à sa fermeture pour maintenir un projet de construction de logements ?

Tous ces mouvements participent de la libération d'un processus que le système s'applique à brider, à dévoyer ou à canaliser vers l'impasse infructueuse de la violence.

La déliquescence dépasse l'entendement. Au-delà de tous les paramètres de contre-performance que nous avons passés en revue ici même, quelques chiffres glanés au cours d'une récente discussion avec des amis du secteur de l'emploi témoignent de cette descente aux enfers.

Que dire des taux prométhéens de croissance et d'emploi qu'affiche le pouvoir lorsqu'on constate que le nombre de cotisants est tombé de 3,9 à 3,6 millions de personnes ? Et ce n'est pas tout. Quel avenir pour nos retraités lorsqu'on sait qu'on est dramatiquement tombé de 8 cotisants pour un salarié en 1988 à 2,25 en 2007 ?

La descente aux enfers ne fait que commencer.

A. B.

(*) IWR Memo, Project on U.S. Relations with the Islamic World, Building an Arab Knowledge Society, How Business Can Help, Kristin M. Lord, December 12, 2007.

(**) Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise, « Education et formation à l'heure de la mondialisation et de l'économie de la connaissance », Alger, samedi 2 février 2008.

(***) La traduction française est parue chez Economica, en 2007.

(****) Zartman, I. William. Collapsed States, The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority. Londres : Lynne Rienner Publishers, 1995.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

MAZAL EL KHEIR MAZAL !

Selon des experts, l'Algérie délaisse ses zones humides, ne s'en occupe pas suffisamment et ne les valorise pas comme il se doit.

Je suis tout à fait d'accord ! Occupons-nous un peu mieux de nos zones humides !

Là, c'est sûr ! La campagne pour les présidentielles de 2009 est lancée. Et de quelle manière ! Superbe ! Ecclatante. Pleine de promesses quant à l'avenir. D'abord, cette justice qui s'est mise au sprint depuis quelques semaines et qui débite les procès de harragas comme les bûcherons canadiens débitent le bois dans les majestueuses forêts du Klondike. Hier déjà, j'évoquais ici même cette performance de nos hommes de loi lorsqu'il s'agit de condamner les zombies juchés sur des coquilles de noix. Aujourd'hui, et dans la foulée de cette justice sprinteuse, je veux, à la suite de nombreuses lettres de lectrices et lecteurs qui m'ont signalé l'information, rendre hommage à cette extraordinaire initiative qui honore ses promoteurs : la création d'une unité spéciale de la gendarmerie pour traquer les harragas. Comment, dans la liste infinie des emmerdements qui nous polluent la vie depuis des lustres, n'avons-nous pas pensé à créer cette unité d'élite ? Comment avons-nous pu vivre jusque-là sans des gendarmes renifleurs de barques clandestines ?

Maintenant, avec du recul, je comprends mieux certaines de mes périodes de spleen, de découragement profond et de quasi-renoncement. Il manquait quelque chose à mon bonheur. Ça, je le savais. Mais quoi ? Cela, je le sais enfin ! Il manquait cette merveilleuse invention qui vient de voir le jour, le pandore spécialiste de la traque des harragas. Du coup, mon stress a vachement baissé, a perdu d'intensité. Comme le stress des citoyennes et citoyens de la wilaya de Blida. Eux aussi, dans l'énorme fatras de problèmes qui minent leur quotidien depuis des années avaient conscience que quelque chose manquait à leur bonheur. Depuis quelques semaines, ça y est ! Ils sont aux anges. Des policiers ont été mobilisés devant les débits de boissons afin d'interdire la vente d'alcools. Pas une goutte de kham'r en ville. Même pas de l'extraît de rose ! Ce sont là les prémices de ce que sera demain. Votre demain. Une justice rapide à achever ceux qui ont survécu à l'enfer des flots. Des gendarmes en short et avec tubas pour traquer les traqueurs de rêves. Et des flics embusqués derrière des échoppes à tendre l'oreille au moindre bouchon qui saute. Voilà quelques extraits, les premiers extraits de votre bonheur à venir. Réjouissez-vous, car mazal el kheir mazal ! Tellement mazal, que je fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

